



Photo Canada Wide

*Vue aérienne de la Cité du Vatican, le plus petit État au monde. D'autre part, le Saint-Siège dirige l'activité internationale de l'Église et son influence s'étend à environ 600 millions de fidèles. Il entretient*

*également des relations diplomatiques avec 80 pays et est représenté au sein d'organismes internationaux à caractère politique, y compris l'ONU et la Communauté européenne.*

d'influence avec un nombre aussi considérable de gens, et il y en a encore moins qui comptent des «filiales» aussi franchement actives dans tant de pays. On comprend donc pourquoi le Saint-Siège est un des grands foyers d'activité diplomatique.

Il ne faut pas, toutefois, perdre de vue la double nature de la représentation du Saint-Siège dans les pays avec lesquels il est en relation diplomatique. Les représentants diplomatiques du Vatican à l'étranger servent, premièrement, de moyen de communication avec l'Église nationale et, en second lieu, d'intermédiaires entre le Saint-Siège et les gouvernements nationaux. Les diplomates accrédités auprès du Saint-Siège n'ont que des responsabilités intergouvernementales; ils évitent de s'immiscer dans des questions à l'égard desquelles l'Église adopte une position doctrinale comme le divorce, le contrôle des naissances et l'avortement, même si ces questions peuvent avoir des répercussions sociales et politiques importantes. De la même façon, les représentants diplomatiques du Saint-Siège évitent de discuter de ces questions avec les gouvernements auprès desquels ils sont accrédités, laissant

cette tâche, s'il y a lieu, à la hiérarchie nationale et au gouvernement national.

Dans ses rapports avec les autres pays, le Saint-Siège cherche avant tout à garantir que l'Église, en particulier, et la religion, en général, puissent se développer librement sans ingérence de l'État. Tant que Rome n'est pas convaincue que des mesures raisonnables ont été prises afin d'assurer cette liberté, elle n'établit aucune relation diplomatique. Voilà pourquoi le Vatican n'a pas encore de relations officielles avec les gouvernements à tendance marxiste, à l'exception de ceux de Cuba et de la Yougoslavie. Au cours des dernières années, des pourparlers officiels ont eu lieu avec d'autres régimes communistes importants, à l'exception de la Chine, en vue d'améliorer le sort de l'Église et il n'est pas invraisemblable de songer à l'établissement prochain de relations diplomatiques avec quelques-uns d'entre eux. Mais il reste encore de sérieux obstacles, même au sein de l'infrastructure de l'Église. Ainsi, l'Église catholique d'Ukraine, qui relevait de Rome, a été liquidée en URSS et ses porte-parole critiquent vivement les efforts que fait le Saint-Siège pour amorcer un dialogue utile avec Moscou.